

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 24/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EQIOM

DIE BREITE

ZERC2

67380 LINGOLSHEIM

Références : 0006700093/VB/CE

Code AIOT : 0006700093

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2025 dans l'établissement EQIOM implanté DIE BREITE ZERC2 - 67380 LINGOLSHEIM. L'inspection a été annoncée le 20/02/2025.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EQIOM
- DIE BREITE - ZERC2 - 67380 LINGOLSHEIM
- Code AIOT : 0006700093
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EQIOM (anciennement HOLCIM) exploite depuis 2004 une carrière de matériaux minéraux alluvionnaires à LINGOLSHEIM. La carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral du 09/01/2002, pour une durée de trente ans et une extraction annuelle maximale de 650 000 t par an. Sur ce site, la société EQIOM exploite une station de transit de matériaux minéraux inertes et non dangereux, ainsi qu'une station de traitement, par broyage et concassage, des matériaux extraits sur la carrière de LINGOLSHEIM et la carrière EQIOM de HOLTZHEIM.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Phasage de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 09/01/2002, article 32.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 09/01/2002, article 20.1	Sans objet
3	Prélèvements en eau	Arrêté Préfectoral du 09/01/2002, article 23	Sans objet
4	Auto-surveillance - Eaux souterraines - Eaux de surface	Arrêté Préfectoral du 09/01/2002, article 30	Sans objet
5	Surveillance des niveaux sonores - contrôles	Arrêté Préfectoral du 09/01/2002, article 27.3	Sans objet
6	Déchets extérieurs	Arrêté Préfectoral du 09/01/2002, article 19	Sans objet
7	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 Bis	Sans objet
8	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 et Annexe I	Sans objet
9	Risque aviaire	Arrêté Préfectoral du 09/01/2002, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis lors de la visite d'inspection du 20/02/2025 mettent en évidence le non respect du phasage de l'exploitation, principalement par un retard important pris sur l'extraction prévue au dossier de l'exploitation. Le non respect du projet autorisé d'extraction constitue une modification des conditions d'exploitation et doit faire l'objet d'une information au préfet, avec tous les éléments d'appréciation permettant de l'autoriser.

L'inspection propose la mise en demeure de l'exploitant de mettre en conformité l'exploitation en portant à la connaissance du préfet les modifications du projet, conformément aux dispositions du R.181-46 du code de l'environnement, sous un délai de 6 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2002, article 20.1
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée :
Il sera établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000 e orienté, comprenant un maillage selon le système LAMBERT.

Sur ce plan seront reportés :

- les dates des levés,
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50m,
- la dénomination des parcelles cadastrales concernées,
- les bords de la fouille,
- les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,
- les courbes bathymétriques (équidistantes, tous les 10 m de profondeur),
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques,
- l'emplacement exact du bornage, la position des dispositifs de clôture,
- l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte,
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,
- l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles en eau, celles remblayées et celles remises en état,
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière,
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le plan d'exploitation. Les levées du plan présenté sont datées du 07/10/2024.

Le plan présenté, lors de la visite, n'appelle pas de remarques de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Phasage de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2002, article 32.3

Thème(s) : Autre, Périodes quinquennales

Prescription contrôlée :

La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est de :

Périodes	Montant des garanties (TTC) en Euros et en Francs
2001-2005	238 369 € soit 1 563 600 F
2005-2010	154 812 € soit 1 015 500 F
2010-2015	130 573 € soit 856 500 F
2015-2020	129 932 € soit 852 300 F
2020-2025	98 177 € soit 644 000 F
2025-2030	82 704 € soit 542 500 F

La référence de départ des périodes est la date de signature de l'arrêté préfectoral.

Constats :

L'inspection constate que l'extraction n'est pas réalisée conformément aux dispositions du dossier. La surface d'exploitation prévue dans la période quinquennale actuelle (la période 5 de 2020 à 2025) correspond à la 'phase 5' du plan d'exploitation.

L'exploitant indique qu'il exploite actuellement sur le secteur de la phase 3 (du plan d'exploitation), de façon discontinue. Ce secteur correspond à la troisième période quinquennale du dossier (2011-2015).

Le phasage de l'exploitation cadence le défrètement du gisement pour lequel l'autorisation d'extraction a été délivrée.

L'inspection constate la modification des installations et des conditions de l'exploitation en l'absence d'information à l'autorité administrative.

L'inspection propose la mise en demeure de l'exploitant de porter à connaissance la modification des installations et des conditions d'exploitation, sous un délai de 6 mois, dans le respect des dispositions de l'article R.181-46-II du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Prélèvements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2002, article 23

Thème(s) : Autre, Prélèvements en eau

Prescription contrôlée :

Le prélèvement d'eau dans la nappe phréatique pour le traitement des matériaux est autorisé à un débit maximal de 335 m³/h et dans la limite d'un volume de 450 000 m³ par an. Pour le lavage des installations de production et l'arrosage des pistes de carrière, le pompage dans la nappe phréatique est autorisé à un débit inférieur au débit correspondant au seuil de déclaration défini par la loi sur l'eau.

Constats :

L'exploitant tient un registre numérisé des relevés des compteurs des installations de prélèvement des eaux destinées aux traitements des minéraux.

L'exploitant indique à l'inspection qu'il prélève un volume très proche du volume maximal autorisé par l'arrêté préfectoral du 09/01/2002.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection indique à l'exploitant que le dépassement régulier du volume de prélèvement autorisé, dans une proportion notable de dépassement (dépassement supérieur à 10%), constituerait une modification notable, à minima, des conditions de l'exploitation. Cette modification devrait ainsi être portée à connaissance de l'autorité administrative avec tous les éléments d'appréciation, notamment pour instruire la révision de la disposition du prélèvement annuel maximal des eaux, prévue à l'article 23 de l'arrêté préfectoral du 09/01/2002,

conformément aux dispositions de l'article R.181-46-II du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Auto-surveillance - Eaux souterraines - Eaux de surface

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2002, article 30

Thème(s) : Autre, Auto-surveillance - Eaux souterraines - Eaux de surface

Prescription contrôlée :

L'exploitant implante en aval de ses installations, des points de contrôle des eaux souterraines dont le nombre et la localisation sont déterminés à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique qui définit le sens d'écoulement local des eaux souterraines et les vitesses d'écoulement.

Les paramètres de suivi des principales substances susceptibles de polluer les eaux souterraines compte tenu de l'activité de l'installation, ainsi que les fréquences d'analyse sont déterminés au vu des conclusions de l'étude hydrogéologique qui sera adressée à l'inspecteur des installations classées dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Le niveau piézométrique des points de contrôle est relevé.

Le point 0 de la qualité de la nappe est effectué systématiquement avant la définition des paramètres de suivi.

Les prélèvements devront être faits suivant les règles de l'art et les analyses seront effectuées par un laboratoire agréé.

Les résultats, commentés, seront adressés immédiatement à l'inspecteur des installations classées

Constats :

L'exploitant a présenté, lors de la visite, les rapports des analyses de suivi de qualité des eaux souterraines, datés de 2024.

Les éléments présentés, lors de la visite, n'appellent pas de remarque de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance des niveaux sonores - contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2002, article 27.3

Thème(s) : Autre, Surveillance des niveaux sonores - contrôles

Prescription contrôlée :

Un contrôle de la situation acoustique sera effectué tous les 5 ans par un organisme ou une personne compétente.

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport de l'étude de surveillance des niveaux sonores datée de 2024. Les éléments présentés, lors de la visite, n'appellent pas de remarques de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déchets extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2002, article 19

Thème(s) : Autre, Déchets extérieurs

Prescription contrôlée :

Tout remblayage dans le périmètre de la carrière avec des matériaux autres que du granulat, des enrochements et ceux existant naturellement sur le site est interdit.

Constats :

L'exploitant indique ne procéder à aucun remblayage de la carrière.
L'exploitant indique ne pas recevoir de déblais terreux sur le site.
Les éléments indiqués par l'exploitant et les constats de la visite n'appellent pas de remarques de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 Bis

Thème(s) : Autre, Plan de gestion des déchets d'extraction

Prescription contrôlée :

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation,
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles,
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis,
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets,
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement,
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées,
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets.

Constats :

L'exploitant a présenté le PGDE daté de 2022 lors de la visite.
Les éléments présentés n'appellent pas de remarques de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 et Annexe I
Thème(s) : Autre, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes d'extraction
Prescription contrôlée : On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : L'exploitant indique que les déchets d'extraction du site sont utilisés pour le réaménagement coordonné à l'exploitation ainsi que dans les merlons périphériques. Le plan d'exploitation présente les aménagements correspondants aux usages décrits dans le PGDE. Les éléments présentés par l'exploitant, lors de la visite, n'appellent pas de remarques de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Risque aviaire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2002, article 15
Thème(s) : Autre, Risque aviaire
Prescription contrôlée : L'exploitant mettra en œuvre toutes les méthodes permettant de limiter sur le site la présence d'oiseaux dangereux pour la navigation aérienne. [...] La plantation d'arbres élevés, propices aux dortoirs et à la nidification d'oiseaux dangereux pour la navigation aérienne (hérons, cormorans) sera interdite. Les berges seront boisées d'arbustes et accessibles par véhicule. Il conviendra de s'assurer qu'aucun dortoir d'étourneaux ne s'installera dans ces massifs.

Le plan d'eau final ne devra comporter aucun perchoir (pontons, arbres morts...) pour les hérons, cigognes ou les cormorans.

Constats :

L'exploitant indique qu'une convention le lie avec un agriculteur qui opère des fauches régulières des abords du site et les élagages des arbres hauts.

Les éléments présentés, lors de la visite, n'appellent pas de remarque de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

